L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 32 numéro 05, 10 février 2017



Des courtepointes confectionnées par les élèves de l'école Joseph Burr Tyrell à Fort Smith réchaufferont le cœur des personnes âgées de la résidence Northern Light, ce 14 février. Voir en page 5. (Crédit photo : Martine Bouchard)

Compression budgétaire

Et si on était « forts comme deux »?

Le consultant thérapeute Raymond Pidzamecky explique ce que signifie l'abolition du programme de travail social du Collège Aurora, en qualifiant cette décision d'un retour au colonialisme.

Sandra Inniss

Le Collège Aurora fait face aux coupes prévues au Budget 2017-2018 du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO). Au cours des trois prochaines années, le Collège Aurora subira au total des compressions à hauteur de 3,1 millions de dollars, incluant 1,9 million annoncé le 1er février dans le budget territorial.

Lorsqu'on aborde la question de l'élimination du programme de travail social dans son bureau de Yellowknife, le travailleur social et consultant Raymond Pidzamecky, qui compte une trentaine d'années d'expérience, affirme : « Commençons avec le terme colonialisme. »

Il explique que pour passer outre le discours du genre « nous sommes ici pour vous sauver », il faut permettre aux étudiants d'acquérir des ressources qui leur permettent d'offrir leurs services aux collectivités. Ce que le programme de travail social du Collège Aurora réalise actuellement, à son avis.

« Le programme propose un mariage entre deux cultures. Ça me fait penser au chef Jimmy Bruneau qui avait dit : *Soyez forts comme deux personnes*. C'était un homme très sage, de Behchoko », raconte le thérapeute. Dans ses propos, le chef Bruneau soulignait l'importance d'avoir un modèle d'éducation biculturel et bilingue, où l'accent était mis sur les deux cultures de manière égale. Apprendre et être compétents pour deux, à savoir, dans le cas du chef Bruneau, le monde traditionnel des aînés tlicho et le monde moderne.

Pour M. Pidzamecky, la décision de fermer le programme de travail social va à l'encontre du principe de *la force comme deux,* de ces cultures qui travaillent ensemble. Les enseignements autochtones et non autochtones sont tous deux requis pour qu'un travailleur social soit compétent aux Territoires du Nord-Ouest.

« Et si [le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest] coupe ce programme et s'en débarrasse, alors ce n'est qu'une extension du colonialisme qui recommence », argumente-t-il.

Étudier ailleurs

Le 3 février 2017, le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Alfred Moses, mentionnait que le GTNO avait de bons programmes d'aide financière et qu'il continuerait à soutenir les étudiants qui seraient intéressés à étudier en travail social dans des établissements hors TNO.

Le GTNO mentionnait également en Chambre qu'il travaillerait avec les étudiants qui auraient des inquiétudes par rapport à l'élimination du programme de travail social, pour s'assurer que la transition dans ces établissements ailleurs au Canada s'effectue en douceur.

« [Mes jeunes clients] sont découragés, c'est horrible de les voir se faire couper l'herbe sous le pied. J'ai vu des clients aujourd'hui, ils sont si bouleversés, des jeunes de 16-17 ans, qui ont dit qu'ils aspiraient et travaillaient vers ce rêve d'aider leur collectivité et d'aller dans ces programmes. »

« Comment peux-tu envoyer une personne qui voudrait devenir travailleur social ailleurs au Canada et t'attendre à ce qu'elle ait la même expérience culturelle? Ça ne sera pas la même chose. J'ai vu le programme ici, c'est exceptionnel, leur manière d'intégrer et d'utiliser les

#NWTPOLI

Suite en page 2

#NWTPOLI

Suite de la page 1

aînés dénés dans leur programme. » La composante *on the land* — sur le territoire — porte une emprunte culturelle parlante.

« Est-ce que tu pourras aller *on the land* avec le peuple déné? Est-ce que tu vas être avec des personnes dénées que tu connais? Est-ce que tu vas être avec des personnes dénées avec lesquelles tu pourras collaborer par la suite? »

Il ajoute qu'il s'agit déjà d'une épreuve pour des résidents ténois de se rendre au Collège Aurora et de devoir ainsi s'éloigner de leurs familles et de leur collectivité. « Ils ont du soutien ici, qui est pertinent culturellement, qu'ils n'auront nulle part ailleurs.

J'ai demandé à mes clients jusqu'où ils iraient pour aller à l'école. Plus c'est loin de la maison, plus ils deviennent anxieux. Beaucoup d'entre eux ne sont pas à l'aise dans les grands centres urbains. Je pense qu'ils seraient découragés par le fait de devoir sortir des Territoires du Nord-Ouest. »

Rebâtir 150 ans

Le 3 février, le ministre de l'Éducation, Alfred Moses, mentionnait que le programme avait toujours eu de faibles taux d'inscriptions et de diplômés.

Ce à quoi M. Pidzamecky explique : « Tu ne peux pas prendre une culture qui a été colonisée et t'attendre à ce qu'elle se rebâtisse à son niveau de capacité d'origine en quelques années. Tu ne peux pas commencer un programme comme celui de travail social au Collège Aurora et dire que tu veux voir les résultats en cinq ou dix ans. On travaille contre 150 ans d'histoire des pensionnats indiens, alors c'est vraiment irréaliste et injuste. Ce n'est pas représentatif du potentiel du programme. D'accord, les nombres sont peut-être faibles, peu importe ce que ça veut dire pour le ministre ou pour les personnes qui font le budget, mais tu dois faire des investissements à long terme pour changer ces statistiques-là. »

Pour certains étudiants actuels ou futurs, les membres de leur famille sont allés dans des pensionnats indiens, et ils ont entendu les horreurs… Il y a de la peur, et le fait de retourner dans un contexte de résidences peut être difficile.

« J'entends des choses superbes sur la façon dont le collège les fait se sentir en sécurité et à l'aise. Le mot *sécuritaire* est tellement important. Imaginez juste avoir un historique familial de pensionnats indiens, les atrocités qui sont arrivées aux personnes quand elles sont allées dans les pensionnats. Après, on veut les envoyer dans des grands centres urbains, à l'extérieur de leur région. Imaginez à quel point ça peut être intimidant », affirme-t-il.

Travail social et éducation

Parmi les 34 programmes offerts au Collège Aurora, le programme de baccalauréat d'éducation sera également éliminé au cours des prochaines années. La présidente du Collège Aurora, Jane Arychuk, justifie l'élimination de ces programmes par le faible taux d'inscription, comme le rapportait le ministre. Elle a tenu à assurer que les étudiants actuels auraient le temps et l'offre de cours nécessaires pour obtenir leur diplôme.

En ce qui concerne la question du programme *on the land*, elle a affirmé que les jeunes qui reviendront travailler dans le Nord au terme de leurs études hors TNO devront suivre le programme culturel en ligne requis par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. À son avis, cela pourrait substituer ce volet culturel offert en ce moment.

Dans son rapport annuel 2015-2016, le Collège Aurora dénombre six diplômés embauchés dans des postes de travail social ou dans des emplois connexes. Il rapporte également le transfert de trois étudiants au Collège du Yukon pour leur permettre de terminer un baccalauréat en travail social. D'autres étudiants — le nombre n'est pas mentionné — planifiaient, quant à eux, faire un baccalauréat à distance.

Dans un monde idéal où les fonds ne seraient pas coupés, la présidente du Collège affirme qu'au lieu de voir le rétablissement du programme actuel, un diplôme de deux ans, elle prévoirait la mise en place d'un baccalauréat de travail social. Elle conclut en reconnaissant le besoin d'enseignants et de travailleurs sociaux aux Territoires du Nord-Ouest.

LA COLONNE



Présentée par :



Nombre record de films

35 nouvelles productions feront l'affiche de la cinquième édition du festival de films Dead North. Présentés du 23 au 26 février au Capitol Theatre de Yellowknife, ces courts-métrages ont été réalisés durant les trois derniers mois par des réalisateurs des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. La présentation des films s'échelonnera sur trois soirées pour culminer avec la remise des récompenses, les Zombears, le samedi 25. Une projection récapitulative est prévue le dimanche 26. Durant l'étendue du festival, des ateliers ouverts au public seront offerts.

De la visite d'Ottawa

Le 10 février, le premier ministre Justin Trudeau sera de passage pour une assemblée publique à Yellowknife. L'assemblée aura lieu de 9 h 30 à 10 h 30 au Multiplex. En tournée à travers le pays, le premier ministre échangera avec les citoyens en l'espace d'une heure. Si vous avez besoin d'un siège spécial ou d'un accès pour fauteuil roulant, veuillez vous présenter 45 minutes à l'avance au comptoir des inscriptions.

À quelle heure passe le bus?

La Ville de Yellowknife lance une nouvelle application : Findmybus. Il est maintenant possible de localiser les autobus en temps réel au www.yellowknife.ca/findmybus. La page est mise à jour toutes les 15 secondes, et inclut toutes les routes. « Le transit est une partie importante d'une ville accessible et verte. En éliminant l'attente à l'arrêt d'autobus, Findmybus améliorera la qualité de vie des résidents », a commenté le maire Mark Heyck.

Sept introductions par effraction

Le 4 février 2017, la GRC de Hay River a répondu à plusieurs plaintes au sujet d'introductions par effraction. La police a appris qu'une ou plusieurs personnes inconnues sont entrées dans des garages et un sous-sol après 4 h le 4 février 2017. Tous les incidents signalés sont survenus dans le secteur de John Mapes Crescent et Miron Drive, à Hay River. La GRC rappelle à tous les résidents que le meilleur moyen de défense contre ce type de crime est de verrouiller toutes les portes et fenêtres de sa maison et de son véhicule. Le détachement de Hay River s'efforcera d'augmenter le nombre de patrouilles dans la communauté et demande à tous les résidents de l'aider à prévenir ces crimes.

Nouvel An chinois

Une célébration du Nouvel An chinois se déroule de 13 h à 16 h, le 12 février, au Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles. Au menu : Programme chinois Northern Star de Yellowknife pour les enfants; calligraphie chinoise; taï-chi; acupuncture.

Loi sur les langues officielles

Amendements à prévoir

Des travaux importants s'effectuent en ce moment concernant les langues officielles des Territoires du Nord-Ouest, avec la mise à jour du *Plan sur les langues autochtones*. Ultimement, la *Loi sur les langues officielles* pourrait être modifiée.

Sandra Inniss

L'automne dernier, le Conseil des langues officielles et le Conseil de revitalisation des langues autochtones se sont fait présenter, par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO), plus de 200 recommandations. C'est ce que confirme la présidente du Conseil des langues officielles, Beverly Amos. Cette rencontre, qui s'est déroulée sur deux jours, visait la mise à jour du *Plan sur les langues autochtones.*

En entrevue téléphonique, l'ancienne commissaire aux langues des TNO, Sarah Jerome, a affirmé que certaines des recommandations présentées dataient des années 1980. « Nous avons eu à les catégoriser et selon les catégories qu'on avait, on devait faire des suggestions sur comment la stratégie devait aller de l'avant », relate Mme Jerome, représentante des locuteurs Gwich'in au sein de ces deux conseils territoriaux.

Elle était satisfaite de voir le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation (MÉCF) impliquer les conseils dans les travaux. « On a été impliqués dans la planification stratégique, nous ne l'avions jamais été auparavant et nous étions contents de l'être enfin. Nous avons été sous ce gouvernement colonialiste depuis tellement longtemps, nous le sommes encore, nous sommes encore contrôlés et nous essayons de travailler vers des gouvernements autonomes, nos organisations de Premières Nations. Je pense que c'est un pas de l'avant qui est enfin arrivé ».

Parmi les recommandations, on propose de fusionner le Conseil des langues officielles et le Conseil de revitalisation des langues autochtones en une seule entité. « L'idée est venue parce qu'il arrive parfois qu'une personne soit membre des deux conseils, qui font le même travail », explique-t-elle, en précisant que cela occasionnait des frais.

Une autre recommandation, selon la présidente Mme Amos, porte sur une mesure qui permettrait d'avoir plus de professeurs locuteurs de langues autochtones. Elle remarque que pour le moment, ceux-ci sont majoritairement unilingues anglophones. « Nos langues deviennent fragiles, avec de moins en moins de locuteurs », témoigne-t-elle.

Des amendements à la *Loi sur les langues officielles* devront être apportés : « Ils doivent la changer. Quand j'étais commissaire aux langues, j'ai réalisé que la loi était tirée de la loi nationale et ça doit définitivement changer pour accommoder les Territoires du Nord-Ouest, qui a neuf langues autochtones officielles, en plus du français et de l'anglais », précise Sarah Jerome.

La *Loi sur les langues officielles* décrit le mandat du Conseil des langues officielles et du Conseil de revitalisation des langues autochtones. Dans le cas où, par exemple, la recommandation de fusion de ces deux conseils allait de l'avant, il faudrait modifier la loi.

Dépôt en mars

Le 3 novembre 2016, à l'Assemblée législative, le ministre du MÉCF, Alfred Moses, annonçait la mise à jour du *Plan sur les langues autochtones*, qui permettra aux gouvernements régionaux d'être financés et responsables de gérer les efforts de revitalisation pour leur langue locale.

Dans sa déclaration, il mentionne que les deux conseils de langues ont étudié les recommandations du Comité permanent des opérations gouvernementales émises lors de la révision de la *Loi sur les langues officielles* en 2009 et 2014.

Les recommandations principales des rapports 2009 et 2014 portaient sur l'abolition du poste de commissaire aux langues, la fusion des conseils et la réécriture entière de la *Loi sur les langues officielles*.

Le ministre a conclu sa déclaration en mentionnant avoir hâte de déposer une version mise à jour du *Plan sur les langues autochtones* à l'occasion du mois des langues autochtones, en mars 2017.

Les collectivités sont-elles consultées?

Lorsqu'interrogée sur le processus de consultation, la présidente du Conseil des langues officielles, Mme Amos, a affirmé qu'elle aurait besoin de l'aide du MÉCF : « On a besoin de faire des consultations, il faut faire des efforts pour aller dans les régions ». Elle aimerait d'ailleurs voir le ministre lui-même se déplacer et visiter les collectivités.

Au sujet des consultations, Mme Jerome, représentante Gwich'in, affirme qu'il n'y a pas de consultations en dehors de ce groupe sur lequel ils ont été invités. « C'est une des choses qui m'inquiète. Je continue de dire au MÉCF que, lorsqu'ils font des travaux de cette ampleur, ils devraient avoir des interprètes et des traducteurs de toutes les langues pour en parler à la radio. Et je n'ai rien entendu à la radio. Ça donne l'impression qu'ils travaillent dans l'isolement et qu'ils ne font pas de communications avec le grand public ».

La prochaine rencontre des conseils aura lieu le 7, 8, 9 mars prochain.

Nous avons offert au bureau du ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation l'occasion de commenter. Au moment de mettre sous presse, il n'avait pas répondu.

Le conseil des langues officielles peut examiner les droits et le statut de chaque langue officielle et leur usage dans l'administration et la prestation des services par les institutions gouvernementales et peut, dans le cadre de cet examen, évaluer les dispositions, l'application et l'efficacité de la Loi sur les langues officielles. De plus, il conseille le ministre et lui fait des recommandations relativement à toute question visée par son examen.

Le conseil de revitalisation des langues autochtones peut examiner les programmes et les initiatives des collectivités, des institutions gouvernementales et des autres organismes ou institutions qui préservent les langues autochtones, en font la promotion et les revitalisent et peut, dans le cadre de cet examen, évaluer les dispositions, l'application et l'efficacité de la Loi sur les langues officielles. Il conseille le ministre et lui fait des recommandations relativement à toute question visée par son examen.

Les langues officielles aux Territoires du Nord-Ouest sont l'anglais, le chipewyan, le cri, l'esclave du Nord, l'esclave du Sud, le français, le gwich'in, l'inuinnaqtun, l'inuktitut, l'inuvialuktun et le tlicho.

Assemblée Législative

« Ça ne va pas assez loin »

La députée de Yellowknife Centre, Julie Green, a réclamé un ajout de 10 millions de dollars au budget territorial, l'équivalent de 1 % des dépenses totales du gouvernement territorial.

Sandra Inniss

« Éliminer un déficit de 10 ans en 4 ans n'est pas un but réaliste », a affirmé la députée devant le Cabinet à l'Assemblée législative, le 6 février.

Elle aimerait voir plus d'investissements, notamment pour le développement économique et la santé, qu'elle cite en exemples lors d'une entrevue, dans le Hall de l'assemblée.

« On sait que l'économie est à plat en ce moment et que les revenus des mines sont bas, alors on veut stimuler l'économie en développant les petites entreprises », explique-t-elle. Nous avons aussi des demandes relatives à la santé pour notre population plus vulnérable, qui n'est pas desservie comme elle devrait l'être par ce gouvernement ».

Elle fait référence plus particulièrement au risque de suicide chez les jeunes et le soutien à domicile pour les aînés. Elle mentionne également un ajout pour la stratégie antipauvreté. « Le nombre d'enfants qui vivent dans la pauvreté aux TNO est vraiment élevé, environ un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Alors, il doit y avoir des investissements additionnels. »

Julie Green précise que les députés souhaitent voir plus d'argent injecté dans certains des projets proposés par le Cabinet pour un réel impact. « Ça ne va pas assez loin », dit-elle au Président de l'Assemblée législative, toujours le 6 février.

Elle donne en exemple les services à domiciles pour les aînés. « Le besoin de soutien à domicile est si grand que le montant proposé n'est pas suffisant. Nous voulons voir une augmentation de 1,5 million [pour ce programme] ».

L'unité des députés

À son avis, le vote du budget sera un test pour l'unité des onze députés, et « pour voir si on peut avancer notre point, qu'on a besoin de ces investissements additionnels ».

« Il y a certains députés qui doivent porter une attention spéciale aux organismes de revendication territoriale de leur circonscription, qui ont leurs mots à dire sur le budget et donc, je reconnais qu'ils sont peut-être influencés par certaines choses sur lesquelles nous n'avons pas de contrôle. Il y a trois personnes qui sont dans cette situation et qui n'ont pas été définitifs sur la décision qu'ils prendraient. Nous attendons de voir ce qui arrivera. Pour le vote, on peut se permettre de perdre une personne, mais pas les trois ».

Éditorial


Maxence Jaillet

Coupes éducatives

Que ce soit les compressions budgétaires des programmes d'études postsecondaires, la planification stratégique concernant les langues officielles, les constructions des gymnases pour les écoles francophones, et le financement des programmes de prématernelle, le ministre Moses doit répondre en chambre à différents sentiments des résidents du Nord : grogne, incompréhension, anxiété, espoir?

Il y a quelques années, c'était la Santé que l'on saignait, puis la fonction publique. L'éducation est essentielle au développement de la société et c'est pour cela que le ministère représente 1/5 des dépenses gouvernementales. Dans un territoire qui a du mal à retenir sa population active, et qui a un taux d'accroissement démographique de 0.8%, fournir des outils et des structures pour éduquer ses résidents est indispensable. Le gouvernement se doit de vivre avec la réalité, mais ne devrait pas hypothéquer l'avenir de ses résidents.

Ainsi, Justin Trudeau ne pouvait pas tomber mieux pour ceux qui pensent que le fédéral doit investir plus encore dans le développement du Nord canadien. Diversion, obligations, ou nature des choses, le Premier ministre qui se déplace pour la première fois aux TNO débarque alors que la politique territoriale vit des moments charnières avec le dépôt et le vote sur l'adoption du budget. Trudeau va rencontrer des Ténois qui vont lui demander des comptes… et des selfies.

Les élèves de la semaine



Kacey LeBlanc - 4e année
École Boréale

Kacey est une élève fantastique. Elle adore féliciter les bons coups de ses amis. En classe, Kacey est une reine du français. Chaque jour, elle fournit beaucoup d'effort pour apprendre. Enfin, tout le monde aime Kacey et Kacey aime tout le monde. Tu es une fille adorable. Garde ton beau sourire!



Shelby Martin - 7e année
École Allain St-Cyr

Shelby a une belle attitude : toujours souriante et prête à accomplir une quelconque tâche. Elle s'est très bien adaptée au rythme du secondaire depuis le début de l'année scolaire. Dans ses classes, elle fait preuve de persévérance et son désir pour la réussite la pousse à s'améliorer. Hors des heures scolaires, Shelby s'entraîne au patinage artistique et participe souvent à des compétitions.



direction.aquilon@northwestel.net
ou directement dans la section commentaire des articles de
www.aquilon.nt.ca

L'aquilon

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 766 5172
Courrier électronique : direction.aquilon@northwestel.net
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

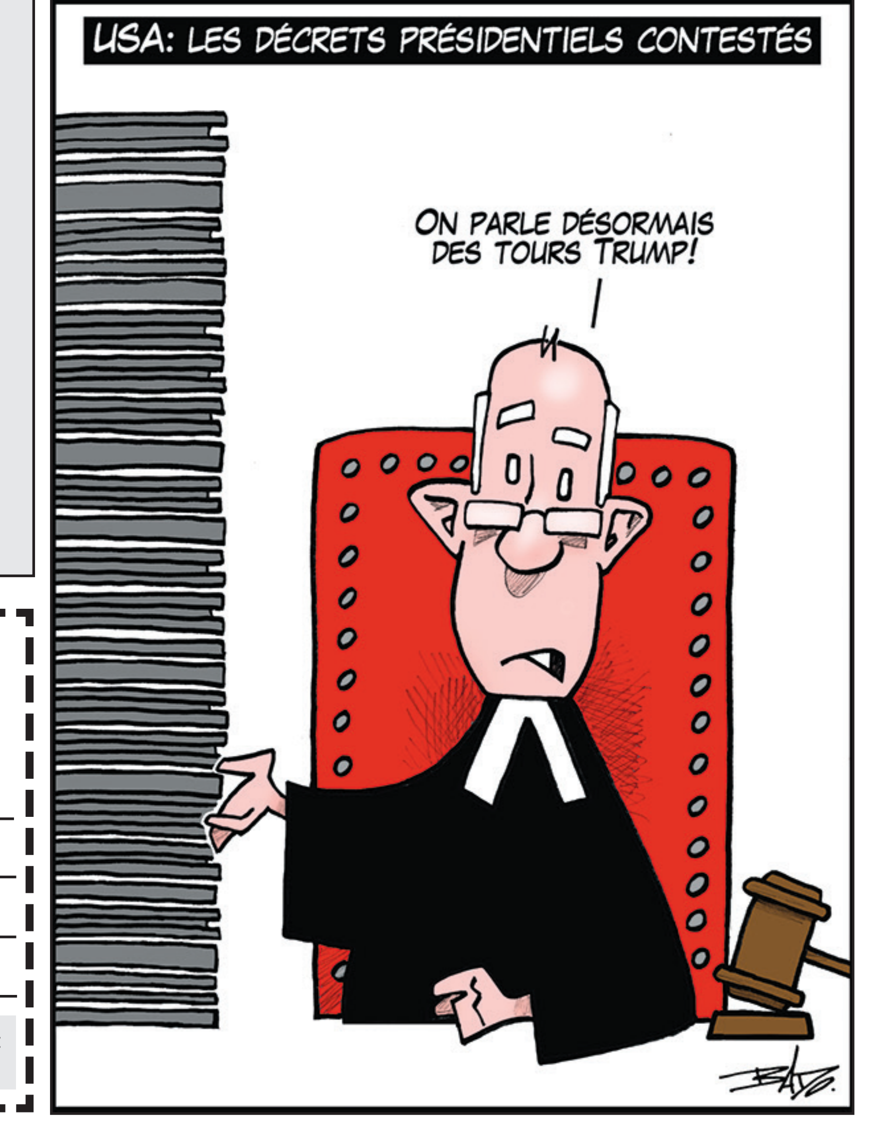
Directeur et rédacteur en chef : Maxence Jaillet

Journalistes : Sandra Inniss, Nicolas Servel
Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires.
L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.
Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat.
Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source.
L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (APF). N° ISSN 0834-1443.




Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486



Fort Smith

Coudre... des cœurs!

Marie-Christine Aubrey était de passage dans la classe d'immersion française des 4e, 5e et 6e années de l'école Joseph Burr Tyrell.

L'Aquilon

Les élèves ont eu droit à des cours d'initiation à la couture sur le thème de la St-Valentin, à raison de 90 minutes par semaine, pour trois séances.

« Les élèves ont appris à coudre un motif de cœur sur un canevas de jeans recyclé pour confectionner un petit porte-clés. Par la suite, ils ont fabriqué un petit porte-aiguilles en cœur et l'ont décoré d'un bouton. Le 14 février, ils iront offrir l'une de leurs créations ainsi qu'une petite carte à une personne âgée de la résidence Northern Light de Fort Smith » a expliqué l'enseignante, Martine Bouchard.

« Nous croyons que ces projets intègrent bien les arts, la valorisation de soi, le développement de la motricité fine et d'habiletés personnelles. De plus, nous avons suggéré une dimension de partage, puisque les enfants offriront l'une de leurs réalisations à un aîné », a-t-elle ajouté.

La deuxième confection sera offerte aux parents à l'occasion de la St-Valentin.

L'artiste de Fort Smith, Marie-Christine Aubrey, est bien connue pour ses exceptionnelles courtepointes. « C'est un plaisir de l'accueillir en classe et de lui permettre de partager la technique de son art aux jeunes. Je fais appel aux personnes qui aimeraient transmettre aux élèves des talents particuliers, aussi aux conteurs d'histoires ou aux pêcheurs, trappeurs ou chasseurs qui aimeraient nous faire connaître des traditions ou techniques différentes de celles pratiquées en classe habituellement », a fait part Martine Bouchard.



L'artiste de courtepointe, Marie-Christine Aubrey, a offert une série d'ateliers en français aux élèves de l'école Joseph Burr Tyrell à Fort Smith. (Crédit photo : Martine Bouchard)



La construction du, ou des, gymnase(s)?

Sandra Inniss

Les négociations sont toujours en cours entre le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et Patrimoine canadien, concernant l'ampleur que pourrait prendre le projet du gymnase de l'École Allain St-Cyr. L'appel d'offres pour la construction est tout de même en cours, et ce jusqu'à la fin du mois de mars. « On nous a dit que le contrat serait attribué au gagnant d'ici la fin mars [...] Au mois d'avril, il y aura la création d'un comité de construction pour vérifier les derniers détails. [Le GTNO] a dit que les travaux commenceraient avant le mois de juin. Le dynamitage ce serait évidemment après que les jeunes aient terminé l'école, donc fin juin, mais c'est possible qu'ils commencent plus tôt pour défricher le terrain et de choses comme ça », explique le président de la CSFTNO Simon Cloutier.

Le dossier de la construction d'un gymnase du côté de l'école Boréale de Hay River devient de plus en plus palpable. « Ça ne fait encore aucun bon sens qu'en 2017, une école n'ait pas accès à un gymnase, de dire M. Cloutier. À Hay River les ententes de partage ça va mieux, mieux qu'avant, mais c'est encore loin d'être parfait. Les jeunes de notre école devraient avoir accès à un gymnase en tout temps, c'est incompréhensible qu'on soit obligé d'aller dans une autre école pour pouvoir utiliser leurs installations. On a eu des rencontres téléphoniques avec Patrimoine canadien et ils nous ont eux-mêmes posé la question : *sur une période de 5 ans, voyez-vous d'autres projets d'immobilisation ?* On a immédiatement répondu oui. On va travailler du mieux qu'on peut avec le ministère de l'Éducation pour pousser l'agrandissement d'un gymnase. Ce serait bon pour la ville, ce serait bon pour la communauté, ce serait bon pour les deux conseils scolaires, ce serait bon pour tout le monde. »



APPEL D'OFFRES

Réfection et réparation de la surface de la route 3
Avis d'appel d'offres n° 0000001225

– Yellowknife, TNO –

Le GTNO lance un appel d'offres concernant la réparation et la réfection de la surface de la route de Yellowknife (route 3), du kilomètre 256,04 au kilomètre 261,1.

Pour télécharger les documents d'appel d'offres, veuillez vous inscrire sur le Portail d'approvisionnement du GTNO : **https://contracts.fin.gov.nt.ca**

Les soumissions doivent nous parvenir au plus tard à **15 h, HEURE LOCALE, le 3 mars 2017**, aux endroits indiqués dans les documents d'appel d'offres.

Les documents seront disponibles à compter du **30 janvier 2017**.

Renseignements généraux :
Administrateur des contrats
Services partagés de l'approvisionnement
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél. : 867-767-9044
Courriel : psstenders@gov.nt.ca

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur s'appliquent à cet appel d'offres.

www.gov.nt.ca/fr



APPEL D'OFFRES

Exploitation de traversier sur le fleuve Mackenzie et la rivière Peel
Avis d'appel d'offres n° 0000001238

– Inuvik, TNO –

Le GTNO lance un appel d'offres concernant le service de traversier à câble sur la rivière Peel (kilomètre 74) et le service de traversier sur le fleuve Mackenzie (kilomètre 142,6) sur la route 8 (Dempster), aux TNO (durée de cinq saisons, de 2017 à 2021).

Pour télécharger les documents d'appel d'offres, veuillez vous inscrire sur le Portail d'approvisionnement du GTNO (**https://contracts.fin.gov.nt.ca**) ou rendez-vous sur le site Web de l'Association de la construction, à la page Planroom (**http://www.infinitesource.com/planroom/nnca**).

Les documents seront disponibles sur le Portail d'approvisionnement du GTNO à compter du **6 février 2017**.

Rencontre avant soumission : **le 22 février 2017, à 15 h**, au 145, route Mackenzie, au 2e étage de l'immeuble Mack Travel à Inuvik, aux TNO.

Veuillez faire parvenir vos soumissions au plus tard à **15 h, HEURE LOCALE, le 6 mars 2017**, aux endroits précisés dans les documents d'appel d'offres.

Renseignements généraux :
Administrateur des contrats
Services partagés de l'approvisionnement
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél. : 867-777-7146
Courriel : psstendersinuvik@gov.nt.ca

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur s'appliquent à cet appel d'offres.

REPRÉSENTANT DU PUBLIC

Déclaration d'intérêt

Souhaitez-vous vous engager pour faire respecter les droits des personnes ayant des problèmes de santé mentale? Vous vous passionnez pour l'amélioration du système de santé mentale? Êtes-vous déterminé(e) à améliorer la vie des personnes touchées par des troubles de santé mentale?

Le ministère de la Santé et des Services sociaux invite **les membres intéressés du public** à présenter leur candidature pour servir comme représentant au conseil de révision de la *Loi sur la santé mentale* des Territoires du Nord-Ouest. Le conseil de révision est composé d'un président et de membres nommés par le ministre de la Santé et des Services sociaux. Le président est nommé pour un mandat de trois ans, et les membres du conseil pour un mandat de deux ans, avec possibilité de renouvellement pour chacun.

Contexte

En octobre 2015, l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest a adopté la nouvelle *Loi sur la santé mentale*, qui entrera en vigueur en 2017. *La Loi sur la santé mentale* a été mise à jour afin de protéger les droits et la sécurité de tous et de combler des lacunes dans le système actuel. La loi existante de 1988 sur la santé mentale reste applicable jusqu'à ce que la nouvelle loi entre en vigueur.

La nouvelle loi inclut l'ajout d'un conseil de révision œuvrant en toute indépendance du gouvernement pour assurer que les personnes détenues contre leur gré en vertu de la loi, et celles agissant en leur nom, ont accès à un processus de révision objectif. Le conseil de révision sera également habilité à établir des comités de révision qui procéderont à des audiences pour décider si une personne admise contre son gré dans un établissement désigné doit rester un patient involontaire en vertu de la Loi.

CONNAISSANCES, COMPÉTENCES ET HABILETÉS

- Engagement pour l'amélioration du système de santé mentale;
- Connaissance des troubles et problèmes de santé mentale;
- Entregent et capacité à travailler au sein d'une équipe;
- Solides capacités d'écoute et de communication;
- Capacité à lire, parler et comprendre suffisamment l'anglais pour saisir les documents et les avis d'audiences;
- Solides compétences décisionnelles et d'analyse pour faire preuve d'objectivité et de jugement éclairé en s'appuyant sur la législation.

EXIGENCES

- Doit être résident des Territoires du Nord-Ouest;
- Volonté de devenir un membre constant et fiable lors des audiences du conseil de révision;
- Flexibilité et aptitude à voyager;
- Résultat satisfaisant pour la vérification du casier judiciaire et des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables;
- Les membres du conseil de révision doivent pouvoir conclure un contrat avec le GTNO. Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

ATOUTS

- Expérience, promotion ou soutien préalable du travail auprès des personnes ou des proches touchés par un problème de santé mentale;
- Expérience préalable des audiences quasi judiciaires;
- Formation professionnelle ou expérience pertinente dans le domaine de la santé mentale ou dans des domaines ou enjeux associés;
- Connaissance des collectivités et des établissements des Territoires du Nord-Ouest;
- Expérience préalable des décisions prises en groupe et en conseil ou en comité.

Les descriptions de postes sont disponibles sur demande. Les candidatures doivent porter la mention « Demande de nomination au conseil de révision de la *Loi sur la santé mentale* des Territoires du Nord-Ouest ».

Veuillez envoyer votre CV, une description de votre expérience et une liste de références par 15 h 00 le 17 février 2017 au :

Ministère de la Santé et des Services sociaux | Nouvel immeuble du gouvernement
5015, 49e Rue, 6e étage, C. P. 1320 | Yellowknife, NT | X1A 2L9
Courriel : MHAct_ReviewBoard@gov.nt.ca | Tél. : 867-767-9061, poste 49179 | Téléc. : 867-873-7706

Veuillez noter que nous communiquerons seulement avec les personnes sélectionnées pour un entretien. La composition du conseil respectera la diversité et l'équilibre entre les sexes.

Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest



Commission scolaire francophone des TNO

Le gouvernement finance la prématernelle

Le ministre de l'Éducation, de la Culture et la Formation, Alfred Moses, a confirmé qu'il verserait les montants nécessaires pour le programme de prématernelle pour l'année scolaire 2017-2018.

Sandra Inniss

Les commissions scolaires étaient alarmées d'être financièrement responsables du programme de prématernelle, gratuit pour les enfants de 4 ans, pour l'année scolaire 2017-2018.

Le 1er février, le ministre des Finances, Robert C. McLeod, a annoncé l'allocation de 2,7 millions de dollars pour le programme de prématernelle, indiquant que le versement serait effectué d'ici la fin des travaux de la 18e Assemblée législative, qui se terminent en 2019. Les députés et convives étaient perplexes suite à cette annonce jugée vague.

Pour clarifier la situation, le ministère de l'Éducation a convoqué, le 3 février, les directions générales des conseils scolaires des TNO en rencontre téléphonique afin d'annoncer l'engagement du ministre Moses à verser les montants du budget pour le programme de l'année scolaire 2017-2018.

Le lundi suivant, la Commission scolaire francophone des TNO (CSFTNO) recevait les formules de financement et était en mesure d'entamer sa planification budgétaire.

Au total, le GTNO estime que 5,1 millions de dollars suffiront pour le programme.

« Si on n'avait pas eu ces argents-là, il aurait fallu offrir le programme de la prématernelle, en défrayer les frais et les autres programmes en auraient souffert », souligne le président de la CSFTNO Simon Cloutier.

La commission francophone soulève toutefois que ce programme n'est pas pour autant financé à 100 % et son président donne en exemple le budget d'intégration scolaire : « C'est le budget où ils allouent des montants pour les enseignants de soutien, les assistants enseignants, toutes ces choses-là. On considère que les jeunes de la prématernelle, qui vont faire partie de l'école, doivent avoir accès à ces programmes-là aussi. La façon dont le ministère finance le programme d'[intégration scolaire] c'est juste de la maternelle à la douzième année, et nous disons que c'est injuste. On dit que ce n'est pas financé à 100 % ».

La CSFTNO affirme subir des compressions à trois endroits : l'intégration scolaire (dotation, formation, équipements spéciaux), l'administration et les programmes autochtones (camp de leadership, sensibilisation à l'histoire des pensionnats indiens, etc.).



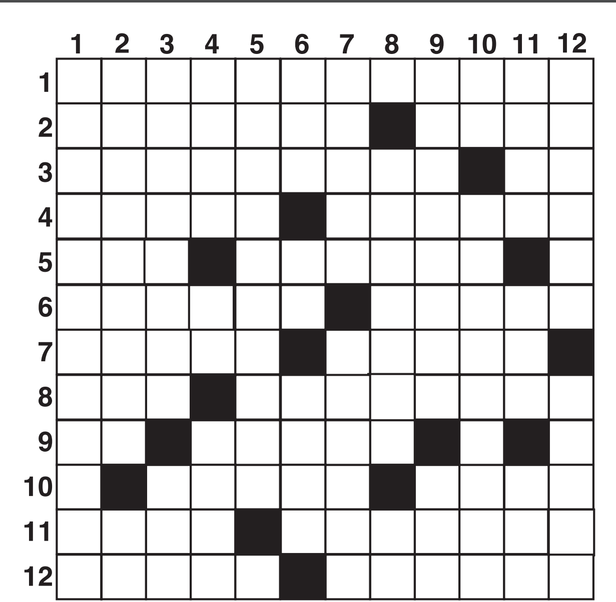
Nouvelle voix, nouvelle voie

L'artiste, musicien-compositeur-interprète queer de Yellowknife, Grey Gritt, a donné un concert le 7 février, au NACC dans une nouvelle gamme de voix. Le chanteur d'origine Ojibwé et métis, baisse d'une octave et revisite son propre répertoire pour livrer une interprétation différente de ses chansons, qu'il a déjà chanté des centaines de fois. « Ma voix a tellement changé … je suis en train de me retrouver.»

Dans le projet Quantum Tangle, en duo avec Tiffany Ayalik, Grey Gritt explore un autre registre en accompagnant à la guitare électrique, des histoires traditionnelles autochtones. Une nouvelle voie qui va visiblement bien à l'artiste, nominé pour l'EP *Tiny Hands*, aux Prix Juno 2017, dans la catégorie *Meilleur album autochtone de l'année*.

MOTS CROISÉS

Nº 491



HORIZONTALEMENT

1- Personne qui agit de manière désintéressée, sans rechercher le profit.
2- Discours affecté et ennuyeux. – Perroquets.
3- Force qui pousse à agir. – Gamme.
4- Fleuve de France. – Relative à la nuque.
5- Interjection. – Enfant trop gâté.
6- Pourvoira. – Rivière d'Allemagne.
7- Pasteur norvégien (1686-1758). – Gorge transversale dans un pli anticlinal.
8- Prêts pour la douche. – Partie de l'armure qui protégeait le pied (pl.).
9- Préposition. – Levier.
10- Employé en style juridique. – Il est formé de deux mâchoires.
11- Retirer. – Disposent du bois, en stères.
12- Idiots. – Cité ancienne de mésopotamie.

VERTICALEMENT

1- Plante d'ornement originaire d'Amérique aux fleurs très odorantes.
2- Ratifie, autorise. – Personnel.
3- Actions impies. – Possessif.
4- Personnel. – Se suivent en sens inverse. – Irlande.
5- Joie très vive.
6- Ville de Yougoslavie. – Double. – Il situe un morceau de musique.
7- Coloris du visage. – Lumière.
8- Remplir avec du vin de même provenance. – Se suivent en sens inverse.
9- Amertume profonde. – Époque.
10- Conjonction. – Liqueurs.
11- Prénom masculin. – Propre. – Années.
12- Peintre français, né en 1904. – Changement brusque.

RÉPONSE DU Nº 491



Horoscope

Signes chanceux de la semaine : Sagittaire, Capricorne et Verseau

SEMAINE DU 12 AU 18 FÉVRIER 2017



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
La semaine sera très stimulante sur le plan professionnel. Attention de ne pas vous créer des attentes démesurées et la réussite sera à la hauteur de vos efforts. Vous pourriez être victime d'étourdissements.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Vous vous retrouverez au centre de toute l'attention; attendez-vous à recevoir quelques applaudissements pour vos exploits. Ce sera une situation qui rehaussera votre estime personnelle.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Vous pourriez passer une journée à la maison à tourner en rond, à attendre après une livraison par exemple. Une situation qui pourrait vous inciter à revoir la décoration dans certaines pièces.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
Si vous devez prendre la route, assurez-vous d'avoir les bonnes indications pour éviter de perdre un temps fou à chercher votre destination. Une carte ou un GPS sera un outil très précieux dans cette circonstance.



LION (24 juillet - 23 août)
Vous n'aimez pas vous serrer la ceinture, mais c'est ce qui vous motivera à corriger la situation. Vous entreprendrez les démarches qui s'imposent après avoir trouvé la voie à suivre.



VIERGE (24 août - 23 septembre)
Il y aura passablement d'action et vous serez débordé par toutes sortes d'obligations qui occuperont beaucoup de votre temps. Heureusement, vous êtes une personne bien organisée.



BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Un bon rhume est le signal de votre corps pour dire qu'il est temps de se reposer. Vous aurez également tendance à vous inquiéter pour mille et une raisons. Détente et méditation seront les bienvenues.



SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous aurez un groupe de gens à gérer et ils s'attendront à ce que vous preniez toutes les initiatives; vous aurez donc pas mal de gestion à faire. Imposez-vous et prenez la place qui vous revient.



SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Les responsabilités familiales et professionnelles occuperont toute la place. Vous n'aurez que très peu de temps pour vous-même. Vous aurez également un grand rassemblement à planifier.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Sur le plan professionnel, vous connaîtrez un tel succès que vos patrons ne pourront faire autrement que de vous offrir une augmentation de salaire pour s'assurer vos loyaux services à long terme.



VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous serez confronté à quelques questions d'ordre existentiel. Vous chercherez à entreprendre de grands changements qui vous permettront de voir la vie selon une meilleure perspective.




POISSONS (19 février - 20 mars)
Vous serez en mesure d'établir une belle entente avec les gens de votre entourage à la suite d'un conflit. Vous ferez preuve d'une grande sagesse dans toute cette situation.